Succès du meeting « Premier tour social » à la Bourse du travail de Paris

Avec plus de 200 personnes présentes, le meeting de jeudi dernier (13 avril) à la Bourse du travail de Paris a montré qu'il y a déjà de vrais résultats dans le regroupement inédit pour le « Premier tour social ».

Le meeting a commencé par un moment fort : l'intervention, par vidéo-conférence, de deux militants de la grève générale en Guyane. Serge et Jean-José, membres de l'UTG (Union des travailleurs de Guyane) et du Komité pou Lagwiyann dékolé, sont revenus sur les raisons et les modalités de ce grand mouvement qui, depuis mi-mars, mobilise la Guyane contre le gouvernement français par la grève et par des blocages. Les grévistes exigent 3 milliards d'euros, alors que le gouvernement n'en propose qu'1,4 (dont l'essentiel correspond à des dépenses déjà prévues avant la lutte). Il s'agit non seulement de revendications immédiates, mais d'une exigence plus générale de mesures concrètes pour le développement de la Guyane laissée à l'abandon par le gouvernement, notamment pour la construction des infrastructures nécessiares, pour la gestion des ressources par les Guyanais eux-mêmes et par la rétrocession des terres aux collectivités locales (alors qu'aujourd'hui elles sont entièrement contrôlées par l'État français).

Ensuite, c'est Raymond, du LKP de Guadeloupe, qui est intervenu, toujours par vidéo-conférence, pour apporter le salut au meeting du LKP et de son principal dirigeant, Élie Domota. Le LKP soutient bien sûr activement la grève générale guyanaise, neuf ans après la grande grève générale de Guadeloupe. Raymond a parlé des luttes actuelles en Guadeloupe, soulignant que les mener était la meilleure façon de soutenir la grève en Guyane. Il y a en effet des luttes cours, notamment dans le secteur de la banane, ainsi que la préparation de la commération du massacre de Mai 67, au cours duquel des dizaines d'ouvriers guadeloupéens du bâtiment furent tués par des réactionnaires et des policiers, dans des conditions que l'État français a toujours refusé d'élucider.

Le meeting a chaleureusement applaudi ces prises de parole d'outre-mer, avant d'entendre les interventions de camarades mandaté-e-s de différents syndicats et

collectifs qui ont signé l'appel au « Premier tour social ».

Une représentant de la CGT Éducation du 93 est revenue sur les conditions de travail déplorables dans les établissements de ce département populaire, appelant à l'unification des luttes en cours dans tout le pays et à la reprise du combat pour l'abrogation de la loi travail.

Une dirigeante de SUD Éducation a apporté le soutien de sa fédération au niveau national, tout en appelant à la convergence du collectif « Premier tour social » avec le collectif « Nos droits contre leurs privilèges », qui se bat sur quare axes : pour que les dominants « rendent l'argent » ; pour les droits sociaux ; pour les libertés démocratique, contre l'état d'urgence et la répression ; et enfin contre les discriminatiosn et le racisme.

Un travailleur et une étudiante du travail social sont intervenu-e-es ensemble pour dénoncer la privatisation de leur secteur via la mise en concurrence des structures, l'insuffisance de moyens et la pression croissante sur ces travailleur/se-s chargé-é-es de venir en aide aux plus démuni-e-s, dont le nombre ne cesse pourtant d'augmenter. Or les travailleur/se-s et étudiant-e-s du secteur résistent de plus en plus, développant depuis plusieurs années, dès les écoles de formation, une série d'habitudes de luttes, par des AG, des grèves, des blocages et la participation au cortège interpro de tête pendant les manifestations contre la loi travail.

Mohamed, représentant de SUD Cyclocity, la filiale de Decaux chargée des Vélib' à Paris, a pris la parole ensuite pour dénoncer la situation où se trouvent les salariés de cette entreprise suite à la perte du contrat par Decaux : la nouvelle entreprise choisie par la Mairie de Paris, qui se présente comme une petite start up, mais qui cache en fait une multinationale espagnole, refuse de dire ce qu'elle entend faire des salariés actuels ! La Mairie de Paris est responsable car elle n'a prévu aucune garantie pour les salarié-e-s en cas de repreneur, et elle s'en remet à lui. Mohamed a appelé les 300 000 usagers à se préparer au boycott des Vélib' pour soutenir l'exigence que les salariés gardent leur emploi !

Un représentant de SUD Commerce a ensuite évoqué les nombreuses luttes récentes et en cours à Paris : luttes des travailleur/se-s du centre Pompidou, victorieuse après 12 jours de grève, lutte des salariés de la Compagnie des wagons-lits, de Rungis et même de Vuitton : cela témoigne d'une vraie dynamique et met à l'ordre du jour la nécessité de la convergence. Il a insisté ensuite sur la récente lutte des restaurants Mac Donald, qui pour la première fois a pu se développer de façon simultanée dans 17 établissements. S'inspirant du grand combat pour les « 15 dollars » des travailleur/se-s de la chaîne aux États-Unis, la lutte en France a mis en avant la revendication des « 13 euros » et a adopté le slogan : « Frite par frite, nugget par nugget, nous reprendrons l'argent ! » Car, outre la défense des revendications concernant les salaires et les conditions de travail, elle a permis de révéler au grand jour les pratiques d'évasion fiscale de la firme.

Des extraits d'un film documentaire sur la répression ont ensuite été projetés, en présence du réalisateur et de la réalisatrice. Il revient sur de grands épisodes de l'histoire des luttes et de leur répression, comme le massacre de Fourmies en 1907, la répression des mineurs de 1948, des activistes des années 70 et celle, plus récente, des salariés d'Air France, de Mickaël Wamen et des Goodyear, de Gaël Quirante et des postiers du 92, de Loïc, Compagnie Jolie Môme et des manifestant-e-s anti-loi travail du printemps 2016. Malheureusement, les chaînes de télévision et les distributeurs de cinéma ont refusé ce film : il ne pourra être diffusé que par les réseaux militants, et nous devons nous y préparer pour sa sortie en septembre !

Illustrant également la nécessité de lutter contre les violences policières, un représentant du collectif Justice pour Théo de l'université Paris-III et une étudiante de Solidaires de la même université sont intervenu-e-s pour appeler au 22 avril en intégrant les collectifs contre les violences policières, pour que justice soit rendue aux victimes, contre la récente loi sur la sécurité publique qui donne à la police un permis de tuer au nom de la légitime défense.

De même ; un élève de Stains (93) a témoigné de la répression subie par des élèves de son lycée à l'occasion d'une manifestation contre des discriminatons subies lors d'une visité scolaire au Musée d'Orsay. Et un avocat chargé de la défense des lycéens de Levallois (92) passés en garde-à-vue lors des blocages contre la loi travail a attiré l'attention sur cette répression particulièrement brutale, mais aussi bien ciblée contre les jeunes des quartiers populaires de cette ville bourgeoise dirigée par Balkany.

Un enseignant du lycée de Colombes (92) a raconté la lutte « Touche pas à ma ZEP », suite à la décision de Najat Vallaud-Belkacem de sortir les lycées du dispositif ZEP : partie de seulement trois lycées au début de l'année scolaire, avec une grève reconductible isolée et minoritaire, mais déterminée, elle a permis, en partant des liens noués à l'occasion de la lutte contre la loi travail, à force de persévérance, de réunions (y compris par skype), de mettre en mouvement 110 lycées de 16 académies, avec notamment une grève financée par une caisse nationale !

Ce sont ensuite deux livreurs à vélo, « auto-entrepreneurs », qui sont intervenus, expliquant que, comme 10 000 de leurs collègues, ils sont d'autant plus exploité-e-s par les « plateformes » dont ils dépendent pour leurs commandes, qu'ils ne bénéficient pas du statut de salariés et des droits qui vont avec. Ils ont dénoncé l'« ubérisation » et expliqué comment, grâce aux réseaux sociaux, ils arrivent à s'organiser malgré tout peu à peu pour revendiquer des droits, non seulement en France, mais dans d'autres pays d'Europe où les mêmes plateformes » imposent leur loi.

Deux militantes du Collectif Féministe Révolutionnaire ont expliqué le sens de la signature de l'appel au Premier tour social, en faisant le lien entre lutte contre les oppressions spécifiques et luttes des travailleur/se-s. Le CFR est né à la suite des AG non mixtes organisées pendant le mouvement contre la loi travail, il contribue à organiser le soutien à des grèves. Elles ont précisé que ce collectif est inclusif, c'est--

-dire ouvert à toutes, y compris les travailleuses du sexe et les femmes voilées ; il est révolutionnaire car les oppressions sont perpétuées par les institutions ; et il vise à s'implanter dans le monde du travail, intégrant le travail reproductif, travail gratuit exécuté essentiellement par les femmes sur la base d'un rapport de forces dans le cadre domestique. Il s'agit dès lors d'allier les secteurs en lutte dans leur diversité, de joindre les luttes féministes et LGBTI aux luttes salariales, et inversement de permettre aux syndicats de se saisir des enjeux féministes et LGBTI et de changer leurs pratiques à cet égard. L'objectif est bien la grève générale, comme en Guyane, de bloquer l'économie poru faire plier l'État et les capitalistes…

Enfin, Gaël, de Sud-Poste 92, a conclu le meeting en revenant sur la luttes des postiers du 92 et en insistant sur l'enjeu de la manifestation du 22 avril et en soulignant à juste titre que les résultats d'ores et déjà obtenus dans sa préparation sont un succès important. En effet, des liens ont été noués par delà les différences entre organisations, avec des structures CGT, Solidaires, des collectifs divers, qui défendent ensemble la conviction que c'est par les luttes, et non par les urnes, que l'on peut changer les choses. Il a dénoncé aussi le manque de volonté des directions syndicales, qui ne veulent pas remettre en cause le pouvoir patronal et nous oblige à nous organiser nous-mêmes par ce type d'initiatives.

C'est en effet l'acquis principal de cette initiative « Premier tour social », qui doit déboucher sur un succès pour la manifestation de samedi 22… et sur des suites prometteuses dans les luttes !

Correspondant-e-s, le 18 avril 2017